

Revue de presse « Les frontières assassines de l'Europe », Migreurop, octobre 2009.

EUROPOLITICS / Justice & home affairs

Immigration: Migreurop denounces EU's "hypocrisy"

Tuesday 13 October 2009

The non-governmental organisation Migreurop, which brings together tens of European and African associations, denounced, on 13 October, the EU's "hypocrisy" on immigration, accusing it of making its borders more dangerous by boosting controls. "Rather than drawing the obvious consequences of the countless tragedies that today are part of everyday experience in migration to Europe, the European states are taking advantage of the situation to strengthen controls and thus make it more dangerous to cross borders," denounced Claire Rodier, an official for Migreurop in Brussels, reports AFP. The NGO's members include associations such as Cimade in France, the Human Rights League in Belgium, Arci in Italy and Cear in Spain. It has presented its first annual report on human rights violations at borders, entitled 'Europe's deadly borders'. It is estimated that more than 14,000 people have died since 1988 trying to reach Europe, said Rodier. This figure only includes victims identified by the media. Migreurop has also presented an "atlas of migrants in Europe," a work that criticises the initiatives taken by Europe to "regulate" migratory flows across the planet.

Copyright © 2008 Europolitics.

<http://www.europolitics.info/sectorial-policies/immigration-migreurop-denounces-eu-s-hypocrisy-art250988-16.html>

AFP

Un informe denuncia el trato "inhumano" a inmigrantes en fronteras europeas

Por Anna Pelegrí (AFP) – hace 7 horas

BRUSELAS — Los inmigrantes que buscan llegar a Europa vía el Mediterráneo sufren un trato "inhumano" al ser interceptados por las autoridades en las fronteras, denunció este martes la asociación Migreurop, que acusó a la UE de laxismo ante los "abusos" de países como Italia, Grecia o España.

Poco más de un año después de que la Unión Europea (UE) adoptara su polémica directiva Retorno, por la que el período máximo de detención de un inmigrante ilegal se alargó a 18 meses, los Gobiernos libran una "guerra" contra estas personas, según un informe presentado en Bruselas por Migreurop a partir de informaciones recogidas en cuatro zonas fronterizas "calientes".

Además de las condiciones "inhumanas" en las que los extranjeros se hacían en los centros de detención, la asociación, integrada por ONG de una docena de países mediterráneos, denuncia "la práctica cada vez más extendida" de expulsar a ilegales a países donde se "practica la tortura y la violación de los derechos humanos".

Las "deportaciones" de inmigrantes de Italia a Libia o de España a Senegal son un "ejemplo" del endurecimiento de la política europea, según Migreurop, que en su informe denuncia los "abusos" cometidos en la frontera greco-turca, el noreste de Francia, el este de Marruecos y la isla italiana de Lampedusa.

Europa se defiende de la inmigración ilegal "haciendo la guerra con medios militares, como la agencia europea de control Frontex", desplegada sobre todo entre las islas españolas de las Canarias y las costas del oeste africano, arremetió Claire Rodier, responsable de Migreurop.

El refuerzo de la vigilancia en esta región ha llevado por otro lado a muchos inmigrantes -especialmente afganos, iraquíes, eritreos y etíopes- a tratar de llegar a Europa a través de la frontera greco-turca.

Unos 150.000 intentaron en lo que va de año entrar en Grecia, cuyo Gobierno "comete violaciones de los derechos humanos en nombre de la posición geográfica del país", declaró Rodier.

"Grecia e Italia son países que desempeñan el papel sucio de guardianes de las fronteras. Por eso, la Comisión Europea no tiene prisa" en llamarles la atención, acusó esta responsable, tachando la política

européenne, défendue comme un modèle du respect des droits humains, de "hypocrite".

Migreurop se montra également peu optimiste en ce qui concerne l'arrivée au pouvoir des socialistes en Grèce, qui pourraient améliorer le traitement des migrants illégaux.

"Nous avions beaucoup d'espoirs lorsque les socialistes ont gagné les élections en Espagne (en 2004)", mais la situation des migrants détenus dans ce pays est "de la plus tragique en Europe", a déclaré Sara Prestianni, responsable de l'association.

L'enquête dénonce également comment l'UE "pressionne" le Maroc pour empêcher que les migrants subsahariens ne traversent l'Espagne ou le Portugal et de quelle manière Rabat les expulse souvent en petits groupes, "pendant la nuit et discrètement" vers l'Algérie.

"Il y a une déshumanisation des migrants. On parle d'eux en termes de masse", a insisté Migreurop, qui fait partie de la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR).

Entre 15.000 et 17.000 personnes sont mortes au cours des dix dernières années pendant leur voyage pour entrer en Europe, selon des chiffres basés sur des informations de presse, a déclaré Migreurop.

Copyright © 2009 AFP.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iF1seF6gJfQJptLk1SpqQh4X1T1w>

La Libre Belgique

"Un cimetière aux portes de l'Europe"

Sabine Verhest

Migreurop s'intéresse à la politique européenne d'asile et d'immigration. Le réseau associatif met le doigt sur les atteintes aux droits de l'homme.

* Un conflit payé par les émigrés en Afrique centrale

On ne les traite plus comme des êtres humains, des personnes, mais comme des flux migratoires, des masses d'exilés et de clandestins." Pour Claire Rodier, membre du réseau Migreurop, la politique d'asile et d'immigration de l'Union est "déshumanisante" pour ces hommes, femmes et enfants refoulés, violés, malades. Pis, elle a des conséquences parmi les plus graves, c'est de tuer. Quinze à dix-huit mille personnes sont mortes pendant la migration ces vingt dernières années". Des "morts sans nom".

Et encore, il ne s'agit pas de chiffres recensés par l'association Fortress Europe sur base d'informations publiées dans la presse de façon de moins en moins détaillée tant les tragédies sont devenues régulières. Tout le monde garde en mémoire ces images de corps repêchés en Méditerranée et ailleurs à la suite de naufrages d'embarcations de fortune sur lesquelles s'entassaient les candidats à l'eldorado européen. "Les portes maritimes et terrestres de l'Europe ont été transformées en cimetières par des politiques qui aiment pourtant à se présenter comme "équilibrées" et marquées par le souci du développement", a dénoncé Migreurop.

Le réseau de militants et d'associations, parmi lesquelles le Cire (Coordination et initiatives pour et avec les réfugiés et étrangers) et la Ligue des droits de l'homme en Belgique, a rendu public, mardi, à Bruxelles, son dernier rapport sur "Les frontières assassines de l'Europe" ainsi qu'un "Atlas des migrants", qui dépeint des situations attentatoires à la dignité humaine aux portes et au sein de l'Union avec à la clé, pour ceux passés entre les mailles du filet, une vie d'errance. Beaucoup se retrouvent sans ressources, "dans des conditions très précaires, dans des camps informels comme à Patras en Grèce ou à Calais en France, exploités dans des serres dans le sud de l'Italie ou de l'Espagne, victimes de violences, de racisme", explique Sara Prestianni, qui a enquêté sur le terrain.

"On a l'impression que l'Europe fait la guerre aux migrants quand on voit les patrouilles entre les Canaries et les côtes ouest-africaines", affirme Claire Rodier. La politique de refoulement de l'Italie figure particulièrement dans le collimateur de Migreurop. Rome, où sévit le ministre de l'Intérieur d'extrême droite Roberto Maroni, a refoulé vers la Libye près de 500 migrants sans leur donner accès à la procédure de reconnaissance potentielle du statut de réfugié, en violation de la Convention de Genève de 1951 ainsi que de la directive européenne concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants

des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié. "La Commission a envoyé une demande d'information en juillet à l'Italie. Les autorités ont répondu en septembre et nos services sont en train d'analyser" la situation, assure le porte-parole Michele Cercone. Mais jusqu'ici, constate Claire Rodier, "les décisions des instances juridiques européennes ne nous semblent pas traduire une volonté de respect des droits fondamentaux" des migrants.

La situation en Grèce inquiète également Migreurop, pour ses "déportations illégales" à la frontière avec la Turquie (lire ci-contre), mais aussi pour son traitement des demandes d'asile. En 2007, Athènes a reçu 25 113 demandes, mais seules 138 (0,04 %) ont débouché sur une réponse positive. La situation se révèle d'ailleurs telle dans ce pays que le Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés a demandé aux Etats de l'Union européenne de ne plus y renvoyer de clandestins. La convention de DublinII prévoit, en effet, que les personnes entrées dans l'Union par un pays, et interceptées dans un autre, soient renvoyées dans le premier. Or, selon Benoît De Boeck, du CIRE, "des vols vers la Grèce ont été organisés" depuis.

S'ils trouvent quelque réconfort dans l'existence et la création de mouvements de résistance ou de soutien face au sort réservé aux migrants à Calais en France ou à Lampedusa en Italie, Claire Rodier et les membres de Migreurop ne s'attendent pas à un revirement des politiques européennes à l'avenir, ni avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne ni avec la création d'un nouveau poste de commissaire européen aux droits de l'homme. "C'est toujours au nom des droits de l'homme qu'on viole les droits de l'homme", assène-t-elle, se référant notamment aux patrouilles en mer chargées de renvoyer les migrants vers les côtes africaines. Alors "la forme ne nous paraît pas significative ni porteuse d'espoir".

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/535731/un-cimetiere-aux-portes-de-l-europe.html>

DE MORGEN

"Europese repressie migranten is ziekmakend"

Migreurop, een Europees netwerk dat detentiecentra in kaart brengt, geeft in een nieuw rapport stevige kritiek op het Europese asielbeleid. De controlepolitiek en repressie van migranten aan de grenzen is ziekmakend, aldus Migreurop.

In de studie 'De dodelijkste grenzen van Europa' staan analyses, enquêtes en vele getuigenissen van migranten. Het rapport concentreert zich op vier grensovergangen: de Grieks-Turkse grens, de bufferzone van Oujda tussen Marokko en Algerije, de regio van Calais (Noord-Frankrijk) en het Italiaanse eiland Lampedusa.

Onmenselijk

"Dit rapport wil aantonen dat zelfs binnen de Europese Unie geweld, onmenselijke behandeling en doden kunnen voorkomen", geeft Sara Prestani van Migreurop aan. Volgens het netwerk, dat een veertigtal organisaties uit 13 Europese landen verenigt (o.a. de Liga voor Mensenrechten en CIRE), bewerkstelligt de huidige Europese migratiepolitiek een toegenomen slechte gezondheid van migranten.

Nog, zegt Migreurop, behandelt Europa hen vaak niet op een menswaardige manier en hypothekeert het beleid de kansen op een goede opvangplaats. Dat leidt in een uiterste geval niet zelden tot de dood. Zo hebben de laatste zes jaar tussen de 15.000 en de 18.000 asielzoekers het leven gelaten in hun poging om naar het Westen te komen, herinnert Migreurop.

Migrantenoorlog

"De Europese politiek heeft meer en meer de neiging te doden", wijst Claire Rodier van Migreurop met een beschuldigende vinger naar Europa. "Er is een echte 'migrantenoorlog' aan de gang, die gevoerd wordt met almaar meer militaire middelen."

Naast het rapport publiceert Migreurop ook de eerste 'Atlas des migrants en Europe', een werk dat een kritische geografische analyse biedt van de controles aan de Europese grenzen. (belga/sam)

13/10/09 16u15

<http://www.demorgen.be/dm/nl/990/Buitenland/article/detail/1015058/2009/10/13/Europese-repressie-migranten-is-ziekmakend.dhtml>

<http://www.demorgen.be/dm/nl/990/Buitenland/article/detail/1015058/2009/10/13/Europese-repressie-migranten-is-ziekmakend.dhtml>

De Morgen (traduction en français)

"La répression européenne des migrants est écœurante"

Migreurop, un réseau européen qui cartographie les centres de rétention, critique sévèrement les politiques d'asile européennes dans un nouveau rapport. La politique de contrôle et de répression des migrants aux frontières est écœurante, d'après Migreurop.

Le rapport "Frontières assassines de l'Europe" présente analyses, enquêtes et de nombreux témoignages de migrants. Le rapport se concentre sur quatre pôles emblématiques: la frontière gréco-turque, la région d'Oujda entre le Maroc et l'Algérie, la région de Calais (au nord de la France) et l'île de Lampedusa à l'extrême sud de l'Italie.

Inhumain

"Ce rapport veut démontrer que même à l'intérieur de l'Union européenne il peut y avoir de la violence, des traitements inhumains et des morts", a déclaré Sara Prestani de Migreurop. Selon le réseau, qui réunit une quarantaine d'organisations provenant de 13 pays européens (entre autres la Ligue des Droits de l'Homme et le Ciré), la politique migratoire actuelle de l'Europe contribue au mauvais état de santé des migrants.

En plus, selon Migreurop, l'Europe les traite souvent de manière inhumaine et la politique en vigueur hypothèque les chances d'obtenir un bon accueil. Dans le pire des cas, cela aboutit fréquemment à la mort. Ainsi, entre 15 000 et 18 000 demandeurs d'asile ont perdu la vie au cours des six dernières années en tentant de rejoindre l'Occident, rappelle Migreurop.

La guerre aux migrants

"La politique européenne a de plus en plus tendance à tuer", indique Claire Rodier de Migreurop en pointant l'Europe du doigt. "Il y a une véritable 'guerre aux migrants', qui est menée avec toujours plus de moyens militaires."

Outre le rapport, Migreurop publie également le premier "Atlas des migrants en Europe", un ouvrage qui offre une analyse géographique critique des contrôles aux frontières européennes. (belga/sam)

Traduction De Morgen 13/10/2009 16h15 effectuée par Pascale Genbrugge